

St Cloud,
Le 05_06_2009

**AUTORITE DE REGULATION des
Communications électroniques et des
postes**
A l'attn de Mr le Directeur Général
7, Square Max Hymans
75730 PARIS CEDEX 15

Envoi par Mail et Courrier

N.ref. > RE/JR/ /09_06_181PRAD


Objet > Consultation ARCEP MAI-JUIN 2009

**Affaire suivie par > Raphaël EYRAUD
Hugues MARTINET**

Tél > 01 40 71 40 06

Tél > 01 40 71 44 78

 > reyraud@towercast.fr

 > hmartinet@towercast.fr

Monsieur le Directeur Général,

Nous avons pris connaissance du projet de réponse relatif à l'analyse faite par l'ARCEP du marché de gros de la diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique soumis à consultation publique et notifié à la Commission européenne.

Dans le cadre de la consultation publique mise en place par l'ARCEP jusqu'au 7 juin 2009, nous souhaiterions vous faire part des observations qui suivent.

Nous accueillons favorablement les obligations mises à la charge de TéléDiffusion de France (« TDF ») dans le cadre de la régulation *ex ante* du marché de gros de la diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique, et notamment celle d'orientation vers les coûts pour les sites non-réplicables détenus par l'opérateur historique. L'ensemble du dispositif de régulation nous apparaît particulièrement adapté pour assurer un fonctionnement efficace du marché de gros de la diffusion hertzienne de programmes télévisuels en mode numérique.

En revanche, nous sommes plus que réservés sur l'exclusion de l'offre de gros de diffusion par voie hertzienne terrestre de programmes radiophoniques en mode numérique du champ du marché régulé.

D'après l'ARCEP, les offres de gros de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique et les offres de gros de diffusion hertzienne terrestre de programmes radiophoniques en mode numérique n'apparaissent pas substituables.

A l'appui de cette affirmation, l'ARCEP fait valoir que les sites TNT ne représenteront qu'une part « *limitée, voire nulle, de l'ensemble des sites nécessaires, pour la diffusion de la RNT* » dans les dix neuf premières agglomérations.

Les éléments avancés par l'ARCEP pour justifier, au dernier moment, l'exclusion de la RNT du marché régulé ne nous apparaissent pas déterminants étant donné les modalités de déploiement de la RNT précisées par le CSA dans un communiqué de presse en date du 26 mai 2009.

En effet, il ressort du communiqué de presse publié par le CSA que les prochains déploiements de la RNT s'effectueront à un niveau régional. Le CSA envisage en effet de recourir à deux nouveaux appels à candidatures régionaux d'ici le mois de décembre 2009 puis de lancer, à partir de mars 2010, un appel régional par trimestre.

Etant donné l'importance géographique des zones de couvertures envisagées, l'accès aux sites TDF dont notamment ceux non-réplicables et par ailleurs utilisés majoritairement pour la bande III et la TNT s'avérera indispensable en vue d'éviter la multiplication de sites alternatifs de moindre hauteur.

A titre d'exemples :

- En région PACA (1^{ère} région où sera déployée la RNT et CANAL + arrêtée en analogique) les sites suivants paraissent incontournables : Saint Raphaël Pic de l'Ours pour la couverture de CANNES et NICE, Toulon Cap Sicié qui est le seul site utilisé à ce jour pour la radio et la TV, Marseille Pomègues pour la couverture de Marseille centre ville, Avignon Mont Ventoux pour le Vaucluse, etc...
- En région ALSACE (2^{ème} région où sera arrêté CANAL + en analogique : Mulhouse Belvédère qui est le seul site (non-réplicable) pour la RADIO et la TV sur cette zone, Strasbourg Nordheim et Strasbourg Port du Rhin (seul site TV et RADIO), etc...

Les zones de planification pour le T-DMB-DAB en BANDE III en France éditée lors de la CCR 06 à GENEVE (UIT) sont basées notamment sur les sites TDF utilisés à ce jour par CANAL + (voir cartes jointes).

Par conséquent, le choix opéré par le CSA de privilégier un déploiement régional tend à rendre substituables entre-elles les offres de gros de diffusion de la TNT et de la RNT et justifie donc l'intégration de cette dernière dans le champ du marché régulé comme l'avait d'ailleurs initialement reconnu l'ARCEP.

Dans le Document transmis au Conseil de la concurrence et au CSA relatif à l'analyse faite par l'ARCEP du marché de gros de la diffusion hertzienne terrestre de programmes audiovisuels en mode numérique, l'ARCEP avait en effet considéré que « *le réseau de diffusion qui sera déployé pour la RNT durant les trois prochaines années devrait s'appuyer en grande partie sur le réseau principal de diffusion de la TNT, à savoir sur un nombre réduit de sites de grandes hauteurs permettant de couvrir une large population* ».

Cette analyse était confirmée par l'Autorité de la concurrence qui, dans son avis rendu sur demande de l'ARCEP, relevait sans équivoque « *que l'inclusion de la RNT, dans la période considérée, dans le marché retenu par l'ARCEP est pertinente.* »

Le CSA relevait pour sa part l'opportunité « *d'imposer à la société TDF, pour son offre d'accès pour la diffusion de la RNT, des obligations analogues à celles qui sont imposées pour la diffusion de la TNT, et notamment l'obligation de ne pas pratiquer des tarifs excessifs ou d'éviction sur l'ensemble de ses sites* ».

Au regard des modalités de déploiement de la RNT définies par le CSA dans son récent communiqué de presse, il apparaît que la position initiale de l'ARCEP ainsi que celles de l'Autorité de la concurrence et du CSA doivent être maintenues. Il est en effet incontestable que le déploiement de la RNT devra s'appuyer sur le réseau principal de diffusion des sites TDF non réplicables et par ailleurs utilisés majoritairement pour la bande III et la TNT.

On relèvera en outre que le calendrier choisi par le CSA rend d'autant plus nécessaire cette intégration puisque la négociation avec les diffuseurs interviendra dès l'automne. La mise en place d'une régulation *ex ante* après la conclusion des contrats avec l'opérateur historique affaiblirait considérablement son efficacité.

Enfin et concernant la Radio FM, nous confirmons ici que les sites non-réplicables de TDF utilisés par la TNT et la TV Analogique sont aussi utilisés par RADIO France pour ses programmes nationaux et locaux.

Il est donc indispensable que pèse sur TDF l'obligation d'avoir une offre d'accès à ses sites à des conditions économiques acceptables.

La Sté RADIO France vient de lancer une première phase d'un appel d'offres pour la diffusion de 438 fréquences dont 73 sur les sites de MARSEILLE GRANDE ETOILE, ALES MONT BOUQUET, BAYONNE LA RHUNE, CHAMBERY MONT DU CHAT, LE HAVRE HARFLEUR, TOULON CAP SICIE, AMIENS ST JUST, BESANCON MONTFAUCON, BESANCON LOMONT, BOULOGNE MONT LAMBERT, CHARTRES MONTLANDON, CHERBOURG DISGOVILLE, BREST MONTS D'ARRE, CARCASSONE PIC DE NORE, ABBEVILLE LIMEUX, AVIGNON MONT VENTOUX, et DIJON NUITS SAINT GEORGES,

De nouveaux appels d'offres seront lancés en 2010, 2011 et 2012 pour les autres sites.

Sans cette obligation, TDF conservera une position dominante et de monopole sur les sites de GROSSE PUISSANCE de RADIO France.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Postes et des Communications Electroniques, en l'assurance de ma respectueuse considération.



Jacques ROQUES
Président

**VHF
DVB couche 1
(nationale)**

CPR3

